



Transat A.T. inc.

Rapport trimestriel, période terminée le 31 janvier 2007

1

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, par rapport au trimestre terminé le 31 janvier 2006 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du premier trimestre des exercices 2007 et 2006, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2006, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du premier trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2006. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 13 mars 2007. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures de rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions «Transat», «nous», «notre», «nos» ou la «société», sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

Avertissement en ce qui concerne les déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme «s'attendre à», «anticiper», «planifier», «croire», «estimer», «avoir l'intention de», «viser», «projeter», «prévoir», ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conflits armés, les attentats terroristes, les prix de l'énergie, les conditions du secteur, du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant

- *La perspective de la société selon laquelle le nombre de réservations de voyage sera plus élevé qu'à l'exercice précédent.*
- *La perspective de la société selon laquelle les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, les fonds dont elle dispose et les emprunts sur ses facilités de crédit seront suffisants pour combler ses besoins en fonds de roulement.*

En faisant ces déclarations, la société a supposé que les tendances des réservations se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par la loi.

Faits saillants financiers

Trimestres terminés le 31 janvier
(en milliers de dollars)

	2007 \$	2006 \$	Écart \$	Écart %
États consolidés des résultats				
Revenus	712 337	581 576	130 761	22,5
Marge ¹	14 958	14 030	928	6,6
Bénéfice net	2 132	5 168	(3 036)	(58,7)
Bénéfice de base par action	0,06	0,14	(0,08)	(57,1)
Bénéfice dilué par action	0,06	0,13	(0,07)	(53,8)
États consolidés des flux de trésorerie				
Activités d'exploitation	102 857	65 118	37 739	58,0
Bilans consolidés				
	Au 31 janvier 2007	Au 31 octobre 2006		
Trésorerie	242 163	214 887	27 276	12,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	263 839	203 613	60 226	29,6
	506 002	418 500	87 502	20,9
Actif	1 176 093	959 195	216 898	22,6
Dette (à court terme et à long terme)	88 322	87 404	918	1,1
Dette totale ¹	398 298	407 741	(9 443)	(2,3)
Dette nette ¹	156 135	192 854	(36 719)	(19,0)

¹Mesures financières non conformes aux PCGR

Les expressions «marge», «marge brute d'autofinancement», «dette totale» et «dette nette» n'ont pas de sens prescrit par les PCGR du Canada et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Cependant, ces expressions sont présentées de manière uniforme d'un exercice à l'autre, car la direction les utilise pour mesurer le rendement financier de la société.

La marge est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente. La marge correspond aux revenus moins les dépenses d'exploitation, selon les états consolidés des résultats non vérifiés.

La marge brute d'autofinancement est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer le rendement opérationnel et la capacité de la société de respecter ses obligations financières. La marge brute

d'autofinancement correspond aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation desquels on soustrait la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation, la variation nette des autres passifs et la variation nette des dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules selon les états consolidés des flux de trésorerie.

La dette totale est utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société. Elle est représentée par la combinaison de la dette au bilan (dette à long terme et débetures) et des ententes hors bilan présentées à la page 9.

La dette nette est utilisée par la direction pour évaluer sa situation de trésorerie. Elle correspond à la dette totale (décrite ci-haut) moins la trésorerie et équivalent de trésorerie non détenues en fiducie ou autrement réservées.

Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos produits dans deux secteurs géographiques, soit l'Amérique du Nord et l'Europe. Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfait ou non, y compris des sièges d'avion. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et ailleurs, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total environ 500 agences de voyages et un système de distribution multi canaux faisant notamment appel à Internet. Transat s'appuie sur sa filiale Air Transat, le plus important transporteur aérien nolisé international au Canada, pour combler une partie importante de ses besoins en sièges d'avion. Nous offrons également des services à destination, des services de gestion hôtelière et des services aéroportuaires.

Le marché du tourisme international est en croissance et les touristes internationaux ont des marchés d'origine et des destinations de plus en plus variés. La vision de Transat est de maximiser la valeur pour les actionnaires en pénétrant de nouveaux marchés, en accroissant sa part de marché et en maximisant les bénéfices de l'intégration verticale. Nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditeur et voyagiste réceptif, en plus d'être la plus importante société de vols nolisés internationaux. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyagiste expéditeur, de même qu'en Grèce comme voyagiste réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 60 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances, notamment aux États-Unis et dans d'autres pays d'Europe.

Nous avons un plan stratégique triennal (2006-2008) axé sur la croissance et la rentabilité. Nous misons sur l'augmentation du tourisme international pour accélérer notre développement en Amérique du

Nord et en Europe. Pour ce faire, nous visons à procéder à de nouvelles acquisitions, tout en poursuivant notre croissance interne à un rythme dynamique. Nos principaux axes stratégiques sont les suivants :

- Au Canada, renforcer notre présence en Ontario en ajoutant de nouvelles destinations et en élargissant notre réseau de distribution.
- En Europe, accroître notre part de marché et poursuivre notre intégration verticale en France et au Royaume-Uni, et poursuivre nos efforts en vue de nous étendre dans d'autres pays européens en tant que voyagiste, notamment comme spécialiste à destination du Canada.
- Investir de nouveaux marchés, et en particulier devenir un voyagiste aux États-Unis.
- Accélérer le développement des services à destination et prendre en charge une partie de nos besoins en hébergement.
- Poursuivre nos efforts et nos investissements en technologie et en formation.

Voici nos objectifs pour l'exercice 2007 :

- Accroître notre compétitivité au Canada.
- Accroître notre compétitivité et accélérer notre croissance en Europe.
- Pénétrer de nouveaux marchés expéditifs.
- Capitaliser davantage sur l'intégration verticale à destination.
- Implanter une culture et des processus centrés sur la gestion du savoir en vue de soutenir la croissance et la pérennité de l'organisation.
- Mettre au point et implanter une infrastructure intégrée de gestion de l'information qui soutienne le développement et contribue activement à une croissance rentable.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché, la croissance de nos revenus et notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre encaisse. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

Trimestre terminé le 31 janvier 2007
comparé au trimestre terminé le 31 janvier 2006

Revenus

Trimestres terminés le 31 janvier
(en milliers de dollars)

	2007 \$	2006 \$	Écart \$	Écart %
	712 337	581 576	130 761	22,5

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Les revenus de la société ont augmenté de 130,8 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2006. L'augmentation globale de nos revenus tient à une croissance des revenus en Amérique du Nord de 21,4 % et à une croissance des revenus de 30,4 % en Europe. Cette augmentation est principalement attribuable à un accroissement de l'activité commerciale, particulièrement en Amérique du Nord, et en partie attribuable aux acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2006. Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, nous avons enregistré une hausse de 20,0 % du nombre de voyageurs. Cette dernière est le résultat d'une augmentation de 20,9 % du nombre de voyageurs en Amérique du Nord, et d'une augmentation de 11,8 % du nombre de voyageurs en Europe. En 2006, notre début de saison avait subi les contrecoups de l'ouragan Wilma, qui avait sévi sur la région de Cancun, ce qui avait contribué à freiner la croissance de nos revenus et réduire nos marges.

Dépenses d'exploitation

Trimestres terminés le 31 janvier
(en milliers de dollars)

	2007 \$	2006 \$	Écart \$	Écart %
Coûts directs	382 047	307 416	74 631	24,3
Salaires et avantages sociaux	78 652	63 201	15 451	24,4
Carburant d'aéronefs	65 398	46 447	18 951	40,8
Commissions	51 218	45 704	5 514	12,1
Entretien d'aéronefs	21 772	19 355	2 417	12,5
Frais d'aéroports et de navigation	17 921	14 951	2 970	19,9
Loyer d'aéronefs	11 980	12 315	(335)	(2,7)
Autres	68 391	58 157	10 234	17,6
Total	697 379	567 546	129 833	22,9

Dépenses d'exploitation

Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les coûts directs, les salaires et avantages sociaux, le carburant d'aéronefs, les commissions, l'entretien d'aéronefs, les frais d'aéroports et de navigation et les loyers d'aéronefs.

Nos dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 129,8 millions de dollars pour le premier trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2006. Cette augmentation est attribuable à des hausses des dépenses d'exploitation de 22,1 % en Amérique du Nord de 27,5 % en Europe.

Les coûts directs comprennent le coût des différents éléments constitutifs d'un voyage qui seront ensuite vendus au consommateur par les agences de voyages. Ces coûts sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtel ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, ces coûts ont représenté 53,6 % de nos revenus, en hausse comparativement à 52,9 % pour la même période en 2006. Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, les coûts directs ont augmenté de 24,3 %. L'augmentation en dollars découle principalement de l'accroissement des activités commerciales et aussi de la hausse de nos coûts de sièges, causée entre autres par la hausse des prix du carburant, par l'augmentation des coûts de chambres d'hôtel, et par la vigueur de l'euro par rapport au dollar.

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 24,4 % comparativement au premier trimestre de 2006. Cette hausse est attribuable en partie à nos acquisitions d'entreprises depuis le 1^{er} novembre 2005 et à l'intensification des activités commerciales.

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 40,8 %, soit 19,0 millions de dollars. Cette augmentation découle principalement de l'intensification des activités commerciales, de l'ajout à la flotte, en 2006, d'un aéronef et de la hausse des prix du carburant. Également, à la suite de l'application le 1^{er} novembre 2006 de nouvelles normes comptables et de l'abandon de la comptabilité de couverture, la société a comptabilisé, à titre de dépense de carburant d'aéronefs, une perte de 9,7 millions de dollars correspondant à la variation au cours de la période de la juste valeur de ses instruments financiers dérivés utilisés aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant.

Les commissions comprennent les frais payés par les voyagistes aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a augmenté de 5,5 millions au cours du premier trimestre de 2007 par rapport à celui de 2006. Au cours de la période terminée le 31 janvier 2007, la dépense de commissions a représenté 7,2 % de nos revenus comparativement à 7,9 % pour la même période en 2006. Cette baisse est en partie attribuable aux synergies résultant de l'élargissement de notre réseau d'agences de voyages réalisé à la suite de notre acquisition survenue au cours de l'exercice 2006.

Les coûts d'entretien d'aéronefs se rapportent principalement aux frais engagés par Air Transat pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Ces dépenses ont augmenté de 12,5 % au cours de la période comparativement à 2006. Cette hausse s'explique principalement par l'intensification des activités commerciales et par l'ajout d'aéronefs à notre flotte comparativement à la même période en 2006.

Les frais d'aéroports et de navigation se rapportent principalement aux droits exigés par les aéroports. L'augmentation de 19,9 % en regard de la période de l'exercice précédent est le résultat de l'intensification des activités commerciales.

La diminution des loyers d'aéronefs est principalement attribuable à la force du dollar par rapport à la devise américaine, partiellement compensée par les loyers relatifs à l'aéronef qui a été ajouté à la flotte en 2006.

Les autres frais ont augmenté de 17,6 % en regard du trimestre correspondant de 2006. Cette augmentation provient principalement de l'accroissement de notre niveau d'activité. Cependant, en pourcentage des revenus, les autres frais ont diminué, passant de 10,0 % en 2006 à 6 % en 2007.

Marge

Compte tenu de ce qui précède, notre marge a diminué passant, de 2,4 % pour le premier trimestre de 2006 à 2,1 % pour le premier trimestre de 2007.

Secteurs géographiques — Amérique du Nord

Trimestres terminés le 31 janvier				
(en milliers de dollars)	2007	2006	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%
Revenus	619 890	510 680	109 210	21,4
Dépenses				
d'exploitation	597 825	489 457	108 368	22,1
Marges	22 065	21 223	842	4,0

En Amérique du Nord, les revenus ont augmenté de 21,4 % au cours du premier trimestre de 2007 comparativement à la même période de 2006, et ce malgré la concurrence qui sévit principalement en Ontario et au Québec. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de 20,9 % du nombre de voyageurs comparativement à 2006. Pour le premier trimestre de l'exercice 2007, notre marge a diminué pour s'établir à 3,6 % comparativement à 4,2 % pour la même période en 2006. Cette baisse découle principalement de l'application de nouvelles conventions comptables relatives à la comptabilité de couverture, compensée par l'intensification des activités commerciales combinée aux synergies résultant de nos acquisitions réalisées en 2006.

Secteurs géographiques — Europe

Trimestres terminés le 31 janvier				
(en milliers de dollars)	2007	2006	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%
Revenus	92 447	70 896	21 551	30,4
Dépenses				
d'exploitation	99 554	78 089	21 465	27,5
Marges	(7 107)	(7 193)	86	1,2

En Europe, les revenus et les dépenses ont augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces augmentations découlent principalement de l'intensification des activités commerciales et de la vigueur de l'euro par rapport au dollar. Cette augmentation découle d'une hausse de 11,8 % du nombre de voyageurs au cours du trimestre par rapport au trimestre correspondant de 2006. Nous avons affiché une marge négative de 7,1 millions de dollars par rapport à une marge négative de 7,2 millions de dollars en 2006. L'amélioration aurait été plus sensible n'eût été de la vigueur de l'euro par rapport au dollar.

Autres dépenses et revenus

L'amortissement est calculé sur les immobilisations corporelles, les actifs incorporels amortissables, les avantages incitatifs reportés et les autres actifs, constitués principalement de frais de mise en exploitation. L'amortissement a augmenté de 1,3 million de dollars (13,8 %). Cette augmentation est attribuable aux acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi qu'aux acquisitions d'entreprises effectuées au cours de l'exercice 2006.

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures sont demeurés relativement stables à 1,8 million de dollars, n'augmentant que de 0,2 million de dollars comparativement au premier trimestre de 2006.

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers sont demeurés relativement stables au cours de la période comparativement à ceux de la période précédente.

Les revenus d'intérêts ont augmenté de 1,3 million de dollars (36,6 %) pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 comparativement à celui de 2006. Cette augmentation résulte principalement de taux de rendement plus élevés, à la suite de la hausse des taux d'intérêts, comparativement à ceux de 2006.

Le perte de change de 1,6 million de dollars sur les éléments monétaires à long terme est principalement attribuable à l'effet défavorable des taux de change sur notre dette à long terme alors qu'en 2006 l'effet des taux de change était favorable.

Notre quote-part du bénéfice net des sociétés satellites est demeurée stable au cours du trimestre comparativement à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Impôt sur les bénéfices

Notre provision pour impôts sur les bénéfices a atteint 3,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, par rapport à 3,8 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 s'est élevé à 63,1 % par rapport à 44,7 % pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006. Ces taux élevés s'expliquent avant tout par notre décision prise lors de l'exercice 2004 de ne pas comptabiliser le recouvrement d'impôts sur les pertes provenant de nos activités françaises.

Bénéfice net

En conséquence des éléments présentés dans la section *Activités consolidées*, notre bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 s'est établi à 2,1 millions de dollars, soit 0,06 \$ par action, par rapport à 5,2 million de dollars, soit 0,14 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 757 000 pour le premier trimestre 2007 et de 38 201 000 pour le premier trimestre 2006.

Sur une base diluée, le bénéfice par action a atteint 0,06 \$ pour le premier trimestre de 2007, comparativement à 0,13 \$ par action en 2006. Le nombre moyen pondéré d'actions rajusté utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action s'est élevé à 34 267 000 pour le trimestre écoulé et à 38 809 000 pour 2006. Voir la note 4 des États financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Autres dépenses et revenus

Trimestres terminés le 31 janvier
(en milliers de dollars)

	2007 \$	2006 \$	Écart \$	Écart %
Amortissement	10 547	9 270	1 277	13,8
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	1 771	1 606	165	10,3
Autres intérêts et frais financiers	311	397	(86)	(21,7)
Revenus d'intérêts	(4 672)	(3 420)	1 252	36,6
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	1 619	(2 360)	3 979	168,6
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(202)	(195)	7	3,6

Au 31 janvier 2007, la trésorerie s'établissait à 242,2 millions de dollars, comparativement à 214,9 millions de dollars au 31 octobre 2006. La trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 263,8 millions de dollars à la fin du premier trimestre 2007 comparativement à 203,6 millions de dollars au 31 octobre 2006. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 105,6 millions de dollars, soit un ratio de 1,2, par rapport à un fonds de roulement de 97,6 millions et un ratio de 1,2 au 31 octobre 2006. Nous avons aussi accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,8 millions d'euros (18,1 millions de dollars).

L'actif total a augmenté de 216,9 millions de dollars (22,6 %), passant de 959,2 millions le 31 octobre 2006 à 1 176,1 millions le 31 janvier 2007. Cette hausse est principalement attribuable à l'intensification des activités commerciales qui a résulté en des augmentations des frais payés d'avance de 71,1 millions de dollars, de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de 60,2 millions de dollars, et d'une hausse de la trésorerie de 27,3 millions de dollars. L'application de nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers à partir du 1^{er} novembre 2006 a également eu comme incidence d'augmenter l'actif de 23,2 millions de dollars. L'avoir des actionnaires a augmenté de 11,1 millions de dollars, passant de 296,0 millions de dollars au 31 octobre 2006 à 307,1 millions de dollars au 31 janvier 2007. Cette augmentation découle principalement du bénéfice net réalisé au cours de la période, de l'augmentation de notre capital-actions et de l'augmentation du cumul des autres éléments des résultats étendus.

Activités d'exploitation

Les activités d'exploitation pendant le premier trimestre ont généré des flux de trésorerie de 102,9 millions de dollars, soit 37,7 millions de plus que lors du premier trimestre de l'exercice 2006. Cette augmentation est principalement attribuable à la variation nette des soldes du fonds de roulement liée à l'exploitation qui a été supérieure de 30,1 millions de dollars à celle de la période correspondante de 2006, et ce, principalement à cause de soldes de dépôts de clients et revenus reportés supérieurs à ceux de 2006 compensés par des soldes de débiteurs et frais payés d'avance également supérieurs à ceux de 2006.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés à des fins d'investissement au cours du trimestre ont augmenté de 38,8 millions de dollars pour se situer à 66,6 millions de dollars, comparativement à 27,8 millions de dollars pour la même période en 2006. Cette hausse découle principalement de la variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés du trimestre qui a été supérieure à celle du trimestre correspondant de 2006. Cette dernière s'explique par des soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés au 31 janvier 2007 supérieurs à ceux du 31 janvier 2006. De plus, les acquisitions d'immobilisations corporelles, principalement des équipements et logiciels informatiques, ont été supérieures de 3,0 millions de dollars à celles du trimestre de 2006.

Flux de trésorerie

Trimestres terminés le 31 janvier
(en milliers de dollars)

	2007 \$	2006 \$	Écart \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	102 857	65 118	37 739
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(66 622)	(27 807)	(38 815)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(4 947)	(136 126)	131 179
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(4 012)	685	(4 697)
Variation nette de la trésorerie	27 276	(98 130)	125 406

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés à même les activités de financement ont été de 4,9 millions de dollars pour le trimestre, en baisse de 131,2 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2006. Cette baisse résulte du rachat d'actions survenu le 3 janvier 2006 qui a entraîné un débours de 125,0 millions de dollars et de remboursement de dette à long terme et débiteures inférieures de 7,4 millions de dollars comparativement au premier trimestre de 2006.

Ententes hors bilan

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 janvier 2007. Ces obligations s'élevaient à 88,3 millions de dollars au 31 janvier 2007 et à 87,4 millions de dollars au 31 octobre 2006. Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, qui peut être estimée s'élevait à environ 310,0 millions de dollars au 31 janvier 2007 (320,3 millions au 31 octobre 2006) et se détaille comme suit :

	Au 31 janvier 2007 \$	Au 31 octobre 2006 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	6 079	5 751
Contrats de cautionnement	780	780
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	303 117	313 806
	309 976	320 337

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

Endettement

Au 31 janvier 2007, l'endettement a diminué par rapport au 31 octobre 2006.

La dette au bilan a augmenté de 0,9 million de dollars, passant de 87,4 millions à 88,3 millions de dollars, et notre dette hors bilan a diminué de 10,4 millions de dollars, passant de 320,3 millions à 310,0 millions de dollars, le tout représentant une diminution de la dette totale de 9,4 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2006. L'augmentation de notre dette au bilan découle principalement de l'effet de change résultant de la conversion de la dette à long terme en devise américaine en dollars, compensée en partie par les remboursements effectués au cours de la période.

Déduction faite de la trésorerie, la dette nette de la société est passée de 192,9 millions de dollars le 31 octobre 2006 à 156,1 millions de dollars le 31 janvier 2007, soit une diminution de 19,0 %. Cette diminution découle principalement d'un solde de trésorerie plus élevé au 31 janvier 2007, comparativement au 31 octobre 2006, et des remboursements de dette.

Actions en circulation

Au 31 janvier 2006, il y a trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par les conseil d'administration.

Conformément à son offre publique de rachat renouvelée le 15 juin 2006, la société a racheté, le au cours de la période terminée le 31 janvier 2007, un total de 100 100 actions à droit de vote, composées d'actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 2,9 millions de dollars.

Au 31 janvier 2007, il y avait 2 520 889 actions à droit de vote variable de catégorie A et 31 551 109 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

Dividendes

Au cours de la période terminée le 31 janvier 2007, la société a déclaré et versé des dividendes totalisant 2,4 millions de dollars.

Nouvelles normes comptables

Le 1^{er} novembre 2006, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* : le chapitre 1530 «*Résultat étendu*», le chapitre 3855 «*Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*», et le chapitre 3865 «*Couvertures*». Ces normes stipulent entre autres à quel moment un instrument financier doit être comptabilisé au bilan, et à quel montant, en plus de préciser le mode de présentation des gains et des pertes sur les instruments financiers. Selon leur classification au bilan, les gains et les pertes sur les instruments financiers sont comptabilisés à l'état des résultats ou à l'état financier nouvellement introduit, soit l'état du résultat étendu.

À la suite de l'application de ces nouvelles normes, la société a décidé de cesser d'appliquer la comptabilité de couverture pour ses instruments financiers dérivés pour ses achats de carburant d'aéronefs. L'application de ces nouvelles normes s'est traduite au 1^{er} novembre 2006, par une diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu de 12,4 millions de dollars, par une augmentation des instruments financiers présentés à l'actif de 3,5 millions de dollars, par une augmentation des actifs d'impôts futurs de 6,1 millions de dollars, par une augmentation des instruments financiers présentés au passif de 21,6 millions de dollars et par une augmentation de la dette à long terme de 0,4 million de dollars. L'application de ces nouvelles normes n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie de la société.

La société invite le lecteur à se référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires du premier trimestre terminé le 31 janvier 2007 pour plus de détail relativement à l'adoption de ces nouvelles normes.

Contrôles et procédures

Conformément à l'instrument 52-109 des *Autorités canadiennes en valeurs mobilières*, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, font rapport sur la conception et les procédures de communication de l'information financière, ainsi que sur la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR du Canada. Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2007, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier des effets notables. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

La société estime que la demande pour la saison hivernale devrait être supérieure à celle de 2006. Cependant, compte tenu de l'intensification de la concurrence et de l'augmentation de la capacité sur le marché, elle s'attend à ce que ses marges du prochain trimestre soient compressées.

En Europe, les réservations pour la saison hivernale demeurent à la hausse comparativement à 2006. Au chapitre de la marge, la société estime que celle-ci devrait être positive pour le prochain trimestre.

Avis

Les vérificateurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par le vérificateur de l'entité.

Bilans consolidés

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

Au 31 janvier
2007
\$

Au 31 octobre
2006
\$

ACTIF

Actif à court terme

Trésorerie et équivalents de trésorerie	242 163	214 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 3]</i>	263 839	203 613
Débiteurs	115 795	87 996
Impôts sur les bénéfices à recevoir	696	—
Actifs d'impôts futurs	1 635	1 357
Stocks	10 823	8 312
Frais payés d'avance	114 815	43 706
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	19 025	—
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	30 160	29 849

Total de l'actif à court terme

	798 951	589 720
Dépôts	20 307	19 350
Actifs d'impôts futurs	8 172	7 120
Immobilisations corporelles	177 892	181 349
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	158 732	153 681
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	4 190	—
Autres actifs	7 849	7 975

1 176 093 959 195

PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES

Passif à court terme

Créditeurs et charges à payer	239 142	236 282
Impôts sur les bénéfices à payer	—	10 122
Dépôts de clients et revenus reportés	404 460	218 875
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	22 715	—
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	27 036	26 885

Total du passif à court terme

	693 353	492 164
Dette à long terme <i>[note 2]</i>	58 130	57 363
Débeture	3 156	3 156
Excédent de la provision pour remise en état des moteurs et cellules sur les dépôts	67 293	64 961
Part des actionnaires sans contrôle et autres passifs	32 313	31 934
Instruments financiers dérivés <i>[note 2]</i>	2 321	—
Passif d'impôts futurs	12 426	13 654

868 992 663 232

Avoir des actionnaires

Capital-actions <i>[note 4]</i>	155 980	151 430
Bénéfices non répartis	139 399	142 116
Surplus d'apport	1 478	1 379
Bons de souscription <i>[note 4]</i>	—	1 016
Cumul des autres éléments du résultat étendu <i>[notes 2 et 6]</i>	10 244	22

307 101 295 963

1 176 093 959 195

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

États consolidés des résultats

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier
(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)

	2007 \$	2006 \$
Revenus	712 337	581 576
Dépenses d'exploitation		
Coûts directs	382 047	307 416
Salaires et avantages sociaux	78 652	63 201
Carburant d'aéronefs	65 398	46 447
Commissions	51 218	45 704
Entretien d'aéronefs	21 772	19 355
Frais d'aéroport et de navigation	17 921	14 951
Loyer d'aéronefs	11 980	12 315
Autres	68 391	58 157
	697 379	567 546
	14 958	14 030
Amortissement	10 547	9 270
Intérêts sur la dette à long terme et les débentures	1 771	1 606
Autres intérêts et frais financiers	311	397
Revenus d'intérêts	(4 672)	(3 420)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	1 619	(2 360)
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(202)	(195)
	9 374	5 298
Bénéfice avant les postes suivants	5 584	8 732
Impôts sur les bénéfices (récupération)		
Exigibles	7 364	4 466
Futurs	(3 966)	(653)
	3 398	3 813
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	2 186	4 919
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(54)	249
Bénéfice net de la période	2 132	5 168
Bénéfice par action [note 4]		
De base	0,06	0,14
Dilué	0,06	0,13

États consolidés des bénéfices non répartis

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier (en milliers de dollars) (non vérifiés)

	2007 \$	2006 \$
Bénéfices non répartis au début de la période	142 116	183 718
Bénéfice net de la période	2 132	5 168
Prime versée au rachat d'actions [note 4]	(2 489)	(96 197)
Frais de rachat d'actions, déduction faite des impôts y afférents de 145 \$	—	(308)
Dividendes	(2 360)	—
Bénéfices non répartis à la fin de la période	139 399	92 381

États consolidés du résultat étendu

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier (en milliers de dollars) (non vérifiés) [note 4]

	2007 \$	2006 \$
Bénéfice net de la période	2 132	5 168
Autres éléments du résultat étendu		
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie (nette d'impôts de 5 922 \$)	12 022	—
Pertes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie avant le 1 ^{er} novembre 2006, portées en résultat net au cours de la période (nette d'impôts de 2 088 \$)	4 237	—
Gains (pertes) de change latents sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	6 398	(220)
	22 657	(220)
Résultat étendu de la période	24 789	4 948

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

États consolidés des flux de trésorerie

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier
(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	2007 \$	2006 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net de la période	2 132	5 168
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement	10 547	9 270
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	1 619	(2 360)
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(202)	(195)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	54	(249)
Impôts futurs	(3 966)	(653)
Perte sur instruments financiers dérivés	9 716	—
Charge de retraite	625	600
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	271	179
	20 796	11 760
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation	79 188	49 040
Variation nette des autres passifs	541	684
Variation nette dans les dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules	2 332	3 634
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	102 857	65 118
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation nette des dépôts	(372)	(123)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(5 842)	(2 865)
Variation nette des autres actifs	(182)	(329)
Contrepartie pour des entreprises acquises	—	(4 557)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	(60 226)	(19 933)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(66 622)	(27 807)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(3 460)	(865)
Remboursement de débentures	—	(10 000)
Produit de l'émission d'actions	3 815	192
Rachat d'actions	(2 942)	(125 000)
Frais de rachat d'actions	—	(453)
Dividendes	(2 360)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(4 947)	(136 126)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4 012)	685
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	27 276	(98 130)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	214 887	293 495
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	242 163	195 365

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options, des bons de souscription et des montants par option et par action] [non vérifiés]

Note 1 : Base de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2006. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice en cours.

Note 2 : Nouvelles conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2006, la société a adopté rétroactivement, sans redressement des périodes antérieures, les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés : le chapitre 1530 «Résultat étendu», le chapitre 3855 «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», et le chapitre 3865 «Couvertures».

Le chapitre 1530, «Résultat étendu», exige de présenter le résultat étendu et ses composantes dans un nouvel état financier. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires.

Le chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés. Ces normes stipulent à quel moment un instrument financier doit être comptabilisé dans le bilan, et à quel montant. Selon leur classification au bilan, il s'agit dans certains cas de la juste valeur, dans d'autres cas d'une valeur fondée sur le coût. Ces normes précisent également le mode de présentation des gains et des pertes sur les instruments financiers. Selon leur classification, les gains et les pertes sur les instruments financiers sont comptabilisés au en résultat net ou aux autres éléments du résultat étendu.

La société a effectué le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, anciennement les espèces et quasi-espèces, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservées sont classés à titre d'«Actifs détenus à des fins de transaction». Ils sont évalués à la juste valeur et les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au en résultat net.
- Les débiteurs sont classés dans la catégorie «Prêts et créances». Ils sont enregistrés au coût, lequel lors de l'enregistrement initial correspond à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer, la débenture et la dette à long terme sont classés dans les «Autres passifs financiers». Ils sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le chapitre 3865, «Couvertures», établit des normes qui précisent quand et comment une entité peut utiliser la comptabilité de couverture. L'application de cette nouvelle norme est facultative. Elle offre aux entités la possibilité d'appliquer d'autres traitements que ceux prévus au chapitre 3855, «Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation», aux opérations admissibles qu'elles choisissent de désigner, aux fins de la comptabilité, comme étant des éléments constitutifs d'une relation de couverture. La société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture pour ses contrats de change à terme à titre de couverture de flux de trésorerie. Ces dérivés sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période et les gains ou pertes résultant de la réévaluation sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu lorsque la couverture est jugée efficace. Toute portion inefficace est constatée au en résultat net. De plus, la société a désigné certains contrats de change à terme à titre de couverture de juste valeur. Ces dérivés, ainsi que les éléments couverts, sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période et les gains ou pertes résultant de la réévaluation sont comptabilisés en résultat net, en compensation de l'ajustement de la valeur comptable correspondant de l'élément couvert en résultat.

La société conclut également, dans le cours normal de ses affaires, des contrats d'achat de carburant aux fins de gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Pour ces dérivés, la société a décidé d'abandonner la comptabilité de couverture. Conséquemment, et en conformité avec le chapitre 3855 «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», ces dérivés sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période et les gains ou pertes résultant de la réévaluation sont comptabilisés en résultat net dans la rubrique

Carburant d'aéronefs. Les gains ou pertes non réalisés à la date de transition ont été portés aux autres éléments du résultat étendu et seront constatés en résultat net à l'échéance des contrats lorsque les achats de carburant afférents seront effectués.

L'application de ces nouvelles normes s'est traduite, au 1^{er} novembre 2006 par une diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu de 12 435 \$, par une augmentation des instruments financiers dérivés présentés à l'actif de 3 492 \$, par une augmentation des actifs d'impôts futurs de 6 125 \$, par une augmentation des instruments financiers dérivés présentés au passif de 21 632 \$ et par une augmentation de la dette à long terme de 420 \$. L'application de ces nouvelles normes n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie de la société.

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2007, la société a constaté un gain non réalisé de 12 022 \$, net d'impôts y afférent de 5 922 \$, à titre d'Autre éléments du résultat étendu représentant la portion efficace de la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie. Ces montants ainsi constatés sont reclassés aux Dépenses dépenses d'exploitation des périodes au cours desquelles les dépenses d'exploitation subissent l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert. Un perte de 229 \$ a été reclassé en résultat net au cours du trimestre. Un gain estimatif de 15 533 \$, inclus aux Cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 janvier 2007, devrait être reclassé au en résultat net au cours des douze prochains mois.

Toujours pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2007, la société a constaté une perte de 4 237 \$, net d'impôts y afférent de 2 088 \$, à titre d'Autres éléments du résultat étendu représentant la portion des pertes non réalisées relatives aux contrats d'achat de carburant à la date de transition qui se sont réalisées. Des pertes non réalisées de 11 969 \$, incluses aux Cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 janvier 2007, devraient être reclassées en résultat net au cours des douze prochains mois.

Note 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservées

Au 31 janvier 2007, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservées incluent 235 682 \$ [168 164 \$ au 31 octobre 2006] de fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et 28 157 \$ [35 449 \$ au 31 octobre 2006] qui étaient cédés en nantissement de lettres de crédit et de contrats de change.

Note 4 : Capital-actions

a) Capital-actions

Autorisé

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Émis et en circulation

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

Pour la période de trois (3) mois terminée le 31 janvier 2007	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2006	33 647 597	151 430
Émission de la trésorerie	7 380	194
Exercice d'options	166 796	1 428
Conversion de bons de souscription	350 325	3 381
Rachat d'actions	(100 100)	(453)
Solde au 31 janvier 2007	34 071 998	155 980

Au 31 janvier 2007, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 2 520 889 et 31 551 109.

Rachats d'actions

Conformément à ses offres publiques de rachat dans le cours normal de ses affaires, la société a racheté, au cours de la période terminée le 31 janvier 2007, un total de 100 100 actions à droit de vote, composé d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 2 942 \$.

b) Options

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2006	710 462	14,07
Exercées	(166 796)	7,53
Solde au 31 janvier 2007	543 666	16,08
Options pouvant être exercées au 31 janvier 2007	319 439	12,87

c) Bons de souscription

	Nombre de bons de souscription	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2006	350 325	1 016
Exercés	(350 325)	(1 016)
Solde au 31 janvier 2007	—	—

d) Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action ont été calculés comme suit :
(en milliers, sauf les montants par action)

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier	2007 \$	2006 \$
Numérateur		
Bénéfice attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote	2 132	5 168
Intérêts sur débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote	—	—
Bénéfice servant au calcul du bénéfice dilué par action	2 132	5 168
Dénominateur		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	33 757	38 201
Options d'achat d'actions	315	349
Bons de souscription	195	259
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué par action	34 267	38 809
Bénéfice de base par action	0,06	0,14
Bénéfice dilué par action	0,06	0,13

La débeture pouvant être réglée en actions n'a pas été pris en compte dans le calcul du bénéfice dilué par action des périodes de trois mois terminées les 31 janvier 2007 et 2006 en raison de son effet antidilutif; l'incidence potentielle de ce titre sur le dénominateur est de 104 000 actions pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2007 [171 000 actions pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2006]. De plus, pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2006, 137 000 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société.

Note 5 : Acquisitions d'entreprises

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2006, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Le 1^{er} décembre 2005, la société a acquis les actifs de vingt agences de voyages du réseau de Carlson Wagonlit Travel en France pour une contrepartie au comptant de 3 102 € [4 314 \$]. Un écart d'acquisition de 3 920 \$ a été constaté à la suite de cette opération. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter du 1^{er} janvier 2006.

Au cours du premier trimestre de 2006, la société a acquis, par l'intermédiaire de Trip Central, les actifs de quatre agences de voyages situées en Ontario pour une contrepartie totale de 812 \$. Un montant de 243 \$ a été versé au comptant aux dates d'acquisition, et le solde de 569 \$ est payable en versements répartis sur des périodes variant de trois à cinq ans. Un écart d'acquisition de 678 \$ a été constaté à la suite de ces opérations. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective.

Note 6 : Cumul des autres éléments du résultat étendu

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier	2007 \$	2006 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu		
Solde au début de la période	22	(2 591)
Effet cumulatif des modifications comptables relatives aux instruments financiers [note 2]	(12 435)	—
Solde au début de la période redressé	(12 413)	(2 591)
Autres éléments du résultat étendu de la période	22 657	(220)
Solde à la fin de la période	10 244	(2 811)

Le solde de 2006 représente le reclassement des écarts de conversion reportés au cumul des autres éléments du résultat étendu.

Note 7 : Informations sectorielles

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique du nord et en Europe.

Période de trois (3) mois terminée le 31 janvier 2007

	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$
Revenus	619 890	92 447	712 337
Dépenses d'exploitation	597 825	99 554	697 379
	22 065	(7 107)	14 958

Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ¹	213 340	123 284	336 624
---	----------------	----------------	----------------

Période de trois (3) mois terminée le 31 janvier 2006

	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$
Revenus	510 680	70 896	581 576
Dépenses d'exploitation	489 457	78 089	567 546
	21 223	(7 193)	14 030

Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ²	231 498	55 647	287 145
---	---------	--------	---------

¹Au 31 janvier 2007

²Au 31 octobre 2006

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 9, 10, 11 et 21 des états financiers consolidés vérifiés 2006 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

Contrats de location-exploitation

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

Lettres de crédit irrévocables

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, sont généralement émises pour un an et sont renouvelables. La société a également remis aux organismes provinciaux de réglementation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 janvier 2007, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 6 079 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

Contrats de cautionnement

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 janvier 2007, le montant total de ces garanties s'élevait à 780 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 31 janvier 2007, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.



Siège social

Transat A.T. inc.
Place du Parc
300, rue Léo-Pariseau, bureau 600
Montréal (Québec) H2X 4C2
Téléphone : 514.987.1660
Télécopieur : 514.987.8035
www.transat.com
info@transat.com

**Agent des transferts et
agent comptable des registres**
Compagnie Trust CIBC Mellon

Cote officielle

Les actions cotées de la société
sont inscrites à la Bourse de
Toronto sous les symboles
TRZ.A et TRZ.B

VOYAGISTES EXPÉDITIFS

Transat Tours Canada (TTC)

Vacances Transat

Caraïbes, Amérique latine et Mexique
au départ du Canada,
marché Canada-Europe et croisières

Nolitours

Caraïbes, Amérique latine, Mexique
et Floride au départ du Canada

Look Voyages

Bassin méditerranéen, Afrique, Asie,
Caraïbes, Mexique, etc. au départ
de la France et Clubs Lookéa

Vacances Transat (France)

Amériques, Caraïbes, Asie, Afrique
au départ de la France.
Circuits en Europe de l'Est, Scandinavie,
Écosse, Irlande sous la marque Bennett

Brokair

Circuits de groupe au départ de la France

Canadian Affair

Voyagiste britannique spécialisé
sur le Canada

Rêvatours

Europe de l'Est, Asie, Afrique du Nord, etc.
au départ du Canada

Merika Tours

Destinations nord-américaines
au départ du Canada

Air Consultants Europe (ACE)

Représentant de TTC en Allemagne,
aux Pays-Bas, en Belgique,
au Luxembourg et en Autriche

VOYAGISTES RÉCEPTIFS SERVICES À DESTINATION

Jonview Canada

Circuits et forfaits à destination du Canada

Tourgreece

Circuits et forfaits à destination de la Grèce

Trafic Tours

Excursions et services à destination
au Mexique

Turissimo

Excursions et services à destination
en République dominicaine

Transat Holidays USA

Services à destination
et agence de voyages en Floride

DISTRIBUTION AU DÉTAIL

Transat Distribution Canada

Plus de 400 agences de voyages au Canada
(Club Voyages, Voyages en Liberté, TravelPlus,
Marlin Travel, tripcentral.ca)
et exitnow.ca

Club Voyages (France)

Réseau de 72 agences de voyages en France
(Club Voyages et Look Voyages)

TRANSPORT AÉRIEN

Air Transat

Transporteur aérien nolisé spécialisé
dans les voyages vacances

Handlex

Services aéroportuaires à Montréal, Toronto
et Vancouver